

## La non-violence est aux moyens ce que l'autogestion est à la fin

Par Jean-Marie MULLER\*



Jean-Marie Muller :

« La non-violence : ni un rêve, ni une utopie »

mais une loi de l'action. « On objectera alors que la violence nous est imposée par l'adversaire lui-même et qu'il n'y a pas vraiment le choix. Dire cela, c'est oublier qu'un principe essentiel de toute stratégie est justement de prendre l'initiative pour se battre sur un terrain autre que celui choisi par l'adversaire. Excluant le recours à la violence, nous proposons une stratégie qui prend à contre pied tout l'effort de préparation fait par la bourgeoisie pour empêcher et, si nécessaire, remporter l'épreuve de force. Le combat, en effet, se trouve déplacé sur le terrain où les travailleurs ont l'avantage du nombre et, s'ils s'en donnent les moyens, de l'organisation et de la solidarité » (2).

**S** I notre adversaire cherche à nous imposer le choix de la violence, c'est précisément parce qu'il lui convient. Saul Alinsky nous semble énoncer une évidence lorsqu'il remarque qu'« il est politiquement insensé de dire que le pouvoir est au bout des fusils lorsque ce sont nos adversaires qui possèdent tous les fusils. » Ainsi, la capacité de violence des oppresseurs sera-t-elle toujours démesurément plus grande que la capacité de violence des opprimés. C'est pourquoi, plutôt que d'armer le peuple, préparant ainsi le conflit sur le terrain où l'adversaire est et restera le plus fort, nous pensons qu'il vaut mieux que le peuple lui-même devienne une arme par son organisation et son unité.

Par ailleurs, le moyen violent occulte la fin juste. L'action armée attire l'attention de l'opinion publique non pas sur l'injustice que je combats mais sur la violence que je commets. Et les pouvoirs établis, qui ont le monopole des moyens d'information, sau-

ront utiliser ma violence pour discréditer ma cause et faire peur à l'opinion publique. Celle-ci sera alors toute prête à accepter et à cautionner la répression mise en œuvre pour « maintenir l'ordre » et assurer la « sécurité » des citoyens. La force de l'action non-violente, c'est précisément de refuser d'offrir à notre adversaire les arguments dont il a besoin pour justifier sa répression. Certes, il serait tout à fait illusoire de croire que la répression ne viendra pas s'abattre sur les auteurs d'actions non-violentes. Mais ceux-ci pourront garder l'offensive car le débat créé dans l'opinion publique sera alors un débat sur la finalité de leur action et les pouvoirs établis seront contraints à la défensive en devant justifier leur propre violence.

**L** ES changements politiques profonds ne pourront intervenir dans notre société que si, d'une part, une large minorité de la population se mobilise dans l'action directe et si, d'autre part, la majorité, face à cela, prend à tout le moins une attitude de neutralité bienveillante. L'analyse que nous faisons de la réalité socio-politique nous amène à penser que c'est dans le cadre d'une stratégie de l'action non-violente que ces deux conditions ont le plus de chances de se trouver réalisées.

Mais l'expérience nous a appris qu'il ne suffisait pas de déclarer qu'une manifestation sera pacifique et non-violente pour qu'elle le soit dans les faits. Il y a beaucoup de naïveté — et en fin de compte d'irresponsabilité — à faire confiance à la spontanéité créatrice des masses en leur prêtant je ne sais quel instinct infaillible qui leur permettrait de faire les choix tactiques les mieux appropriés au terrain et de découvrir dans le « feu » de l'action la stratégie la plus efficace. En réalité, l'action non-violente ne s'improvise pas ; elle nécessite une préparation et une organisation rigoureuses. Alors, et alors seulement, il sera possible de faire spontanément les bons choix au moment de l'affrontement.

Quelle que soit notre préférence idéologique du moment, nous devrions pouvoir nous mettre tous d'accord pour dire que la non-violence est préférable dans la mesure où elle est possible. Dès lors, il nous appartient de rechercher ensemble quelles sont les possibilités de la non-violence. Sans plus attendre. ■

(\*) Membre du Comité de coordination du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN). Auteur de plusieurs ouvrages sur la non-violence dont *Le défi de la non-violence* (éd. du Cerf).

(1) Texte d'Orientation Politique du MAN : Pour le socialisme autogestionnaire : une non-violence politique, 128 pages, 8 F. Ce texte peut être commandé au secrétariat du MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis (10 F franco de port).

(2) Id.

**P** ARMI ceux qui sont convaincus de la nécessité d'engager une épreuve de force avec les pouvoirs établis pour promouvoir la révolution, nombreux sont encore ceux qui affirment que les travailleurs ne pourront pas faire l'économie de la violence. Mais il nous semble que de tels discours s'inscrivent dans le cadre d'un débat idéologique plutôt que politique. Dès que l'on parle en termes de conflit, de lutte et d'affrontement, un a priori plaide en effet en faveur de la violence tandis que de nombreuses équivoques et de nombreux malentendus font que la non-violence se trouve présentée de manière caricaturale. Alors que l'action politique semble impliquer le recours à la violence, la non-violence semble ne pouvoir donner lieu qu'à une protestation « prophétique ».

Il faut reconnaître que la non-violence est restée longtemps prisonnière des catégories morales et philosophiques, voire religieuses, à travers lesquelles elle a été souvent présentée. Ces formulations, si légitimes qu'elles soient par ailleurs — et c'est la conviction de nombreux militants du MAN —, deviennent totalement inopérantes lorsqu'il s'agit de faire face aux situations concrètes d'injustice et d'oppression. C'est pourquoi nous récusons tout moralisme prêchant une « conversion » des individus sans prêter attention à la nécessité de promouvoir une révolution politique. « La classe ouvrière porte en elle le souvenir de ses blessures et de ses morts ; elle n'est donc pas disposée à accueillir les paroles moralisantes de ceux qui, issus le plus souvent de la bourgeoisie, prêchent une non-violence fondée sur l'amour de l'ennemi qui prend alors un sens précis de collaboration de classes » (1).

Lorsque nous cherchons à définir ce que pourrait être une transition vers le socialisme autogestionnaire, nous le faisons à partir de l'observation des luttes populaires actuelles, non à partir du rêve ou de l'utopie, et non plus à partir d'une théorie abstraite. Et c'est précisément l'analyse des expériences en cours qui nous amène à affirmer qu'il y a une cohérence fondamentale entre la lutte non-violente et le projet autogestionnaire, que l'une et l'autre relèvent de la même démarche politique, que la dynamique de l'une vient s'identifier à la dynamique de l'autre : que la non-violence est aux moyens ce que l'autogestion est à la fin.

Le problème des moyens de notre action ne doit pas être abandonné aux philosophes et aux moralistes car il est très précisément un problème d'efficacité politique. L'affirmation de Gandhi selon laquelle « la fin est dans les moyens comme l'arbre dans la semence » n'est pas une règle de morale